

Considérant que, pour éviter des spéculations dommageables au rendement de l'impôt, les modifications apportées aux taux de T.V.A. applicables à certains biens et services doivent être décidées et publiées dans un court laps de temps; que, dès lors, le présent arrêté royal doit être pris d'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'article 1er, alinéa 1er, 2°, de l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, modifié par l'arrêté royal du 27 décembre 1977, les mots « les biens » sont remplacés par les mots « les biens et services ».

Art. 2. Aux tableaux de l'annexe à l'arrêté précité sont apportées les modifications suivantes :

1° au tableau A, rubrique XV :

a) l'intitulé est remplacé par :

« XV. Minerais; ferrailles et débris d'ouvrages; or. »;

b) il est inséré un chiffre 4 rédigé comme suit :

« 4. L'or normalement affecté à des fins de placement. »;

2° au tableau C :

a) l'intitulé est remplacé par :

« Biens et services soumis au taux de 25 p.c. »;

b) la rubrique H, chiffre 2, est complétée par les mots « à l'exception des médailles commémoratives qui ne sont pas montées en bijoux »;

c) il est inséré une rubrique XII, rédigée comme suit :

« XII. Soins personnels.

Les services fournis habituellement par les coiffeurs et les coiffeuses, les esthéticiens et les esthéticiennes, les manucures et les pédicures, les exploitants de saunas, d'instituts de beauté et autres établissements analogues. »;

d) il est inséré une rubrique XIII rédigée comme suit :

« XIII. Location de véhicules.

La location, en ce compris la location financement, ou la cession de bail, et plus généralement la cession ou la concession du droit de jouissance, portant sur des véhicules visés à la rubrique I, chiffre 1, au tableau C. ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1981.

Art. 4. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 juillet 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

R. VANDEPUTTE

MINISTÈRE DES FINANCES
ET MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE

F. 81 — 1262

15 JUILLET 1981. — Arrêté royal relatif à l'octroi de la garantie de bonne fin de l'État quant au remboursement des prêts hypothécaires, consentis pour la construction ou l'achat, dans la Région bruxelloise, d'habitations sociales ou d'habitations y assimilées

BAUDOUIN, Roi des Belges.

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code du logement, annexé à l'arrêté royal du 10 décembre 1970, approuvé par la loi du 2 juillet 1971 et modifié, en ce qui concerne la Région bruxelloise, par la loi du 25 mars 1981, notamment les articles 49, 102 et 105;

Overwegende dat, om speculaties te vermijden die een nefaste invloed op de opbrengst van de belasting zouden hebben, de wijzigingen van de BTW-tarieven voor bepaalde goederen en diensten binnen een korte tijdsspanne dienen te worden beslist en gepubliceerd; dat onderhavig koninklijk besluit bijgevolg bij hoogdringendheid moet worden genomen;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit nr. 20, van 20 juli 1970, tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 december 1977, worden de woorden « de goederen » vervangen door de woorden « de goederen en diensten ».

Art. 2. In de tabellen van de bijlage bij voornoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in tabel A, rubriek XV :

a) wordt de hoofding vervangen door :

« XV. Ertsen; schroot en afval van werken; goud. »;

b) wordt een cijfer 4 toegevoegd luidend als volgt :

« 4. Goud dat normaal als beleggingsobject wordt gebruikt. »;

2° in tabel C :

a) wordt de hoofding vervangen door :

« Goederen en diensten onderworpen aan het tarief van 25 pct. »;

b) worden aan rubriek H, cijfer 2, de woorden « met uitzondering van herdenkingsmedailles die niet als juwelen zijn gemonteerd » toegevoegd;

c) wordt een rubriek XII ingevoegd, luidend als volgt :

« XII. Persoonsverzorging.

Diensten gewoonlijk verstrekt door kappers en kapsters, schoonheidsspecialisten, manicuren, pedicures, uitbaters van saunabaden, van schoonheidsinstituten en andere gelijkaardige inrichtingen. »;

d) wordt een rubriek XIII ingevoegd, luidend als volgt :

« XIII. Verhuur van voertuigen.

De verhuur, financieringshuur daaronder begrepen, of de overdracht van huur, alsmede meer algemeen de overdracht of het verlenen van rechten op het genot van voertuigen bedoeld in rubriek I, cijfer 1, van tabel C. ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1981. }

Art. 4. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 juli 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

R. VANDEPUTTE

MINISTERIE VAN FINANCIËN
EN MINISTERIE VAN HET BRUSSELS GEWEST

N. 81 — 1262

15 JULI 1981. — Koninklijk besluit betreffende het verlenen van de Staatswaarborg voor goede afloop op de terugbetaling van hypothecaire leningen, toegestaan voor het bouwen of kopen van volkswoningen of daarmee gelijkgestelde woningen in het Brussels Gewest

BOUDEWIJN, Koning der Belgen.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Huisvestingscode, gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1970, goedgekeurd bij de wet van 2 juli 1971 en gewijzigd, wat het Brussels Gewest betreft, bij de wet van 25 maart 1981 inzonderheid op de artikelen 49, 102 en 105;

Vu la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et modifiées par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles notamment l'article 3, § 1er;

Considérant que l'urgence est justifiée par la situation difficile du marché du crédit qui ne permet pratiquement plus d'accorder des prêts sociaux avec le bénéfice de la garantie de bonne fin et qu'il s'indiqués dès lors, aussi afin de stimuler le secteur de la construction, d'adapter sans autre délai, les montants de ces prêts ainsi que leurs taux d'intérêts. L'évolution du coût de la construction requiert en outre une adaptation des maxima des valeurs des habitations assimilées aux habitations sociales;

Sur proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise et de l'avis de l'Exécutif de la Région bruxelloise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'application du présent arrêté est limitée au territoire de la Région bruxelloise.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

a) Ministre : le membre de l'Exécutif de la Région bruxelloise qui a le logement dans ses attributions;

b) habitation assimilée aux habitations sociales :

— l'habitation à construire ou l'habitation à acquérir, dont l'achèvement ou la construction remonte à moins de cinq ans, dont ni la valeur vénale, ni le prix d'achat ne dépassent 2 200 000 francs, augmentés de 100 000 francs si l'emprunteur a deux ou trois enfants à charge et de 170 000 francs s'il a quatre enfants ou plus à charge;

— l'habitation à acquérir dont l'achèvement ou la construction remonte à cinq ans ou plus et dont ni la valeur vénale, ni le prix d'achat ne dépassent 2 000 000 de francs, augmentés comme ci-dessus;

— l'habitation à acquérir dont, après l'exécution des travaux d'assainissement, d'amélioration et/ou d'adaptation, la valeur vénale ne dépasse pas 2 200 000 francs, augmentés comme ci-dessus;

c) enfant à charge : l'enfant pour lequel des allocations familiales ou d'orphelins sont attribuées au demandeur ou à son conjoint à la date de la demande de prêt ainsi que l'enfant pour lequel le demandeur ou son conjoint n'ont pas droit à de telles allocations, mais que le Ministre estime être effectivement à leur charge, pour autant qu'ils en apportent la preuve.

Pour la détermination du nombre d'enfants à charge, est compté pour deux enfants, l'enfant dont il est établi, aux conditions fixées par le Ministre, qu'il est reconnu atteint à 66 p.c. au moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou de plusieurs affections;

En outre, est considéré comme ayant un enfant à charge, le demandeur qui a bénéficié, ou dont le conjoint ou un membre de la famille faisant partie du ménage au moment de l'occupation du logement par le demandeur, a bénéficié d'une reconnaissance identique à celle visée au précédent alinéa.

d) taux d'intérêt réel : le taux d'intérêt imputé effectivement à l'emprunteur.

Art. 3. Aux conditions fixées par le présent arrêté, l'Etat accorde sa garantie au remboursement en principal, intérêts et accessoires des prêts hypothécaires consentis soit pour la construction, soit pour l'achat, suivi éventuellement de l'exécution de travaux d'assainissement, d'amélioration et/ou d'adaptation, d'habitations sociales ou d'habitations y assimilées, par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, la Société nationale du logement et leurs sociétés agréées, ainsi que par toutes institutions de crédit agréées par le Ministre et le Ministre des Finances conformément aux dispositions de l'article 11.

Gelet op de wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is wegens de ernstige toestand van de kredietmarkt waardoor het vrijwel onmogelijk is geworden nog sociale leningen toe te staan met het voordeel van de waarborg voor goede afloop en dat zich dienvolgens, tevens met het oog op het stimuleren van de bouwsector, een onmiddellijke aanpassing opdringt van de bedragen en de rentevoeten van deze leningen. De evolutie van de bouwprijzen maakt bovendien een aanpassing noodzakelijk van de maximumwaarden van de met volkswoningen gelijkgestelde woningen;

Op de voordracht van Onze Minister van het Brussels Gewest en van Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest en op het advies van de Executieve van het Brussels Gewest,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De toepassing van dit besluit is beperkt tot het grondgebied van het Brussels Gewest.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

a) Minister : het lid van de Executieve van het Brussels Gewest tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort;

b) met volkswoningen gelijkgestelde woning :

— de te bouwen woning of de aan te kopen woning, waarvan de voltooiing of de bouw minder dan vijf jaar teruggaat, waarvan noch de verkoopwaarde noch de koopprijs 2 200 000 frank, verhoogd met 100 000 frank wanneer de ontleners twee of drie kinderen ten laste heeft en met 170 000 frank wanneer hij vier of meer kinderen ten laste heeft, overschrijdt;

— de te kopen woning waarvan de voltooiing of de bouw vijf jaar of meer teruggaat en waarvan noch de verkoopwaarde, noch de koopprijs 2 000 000 frank, verhoogd zoals hierboven, overschrijdt;

— de te kopen woning waarvan, na de uitvoering van sanerings-, verbeterings- en/of aanpassingswerken, de verkoopwaarde 2 200 000 frank, verhoogd zoals hierboven, niet overschrijdt;

c) kind ten laste : het kind waarvoor op de datum van de leningaanspraak kinderbijslag of wezentoelagen worden toegekend aan de aanvrager of aan zijn echtgenoot, alsmede het kind waarvoor de aanvrager of zijn echtgenoot geen recht hebben op zulke bijslag of toelagen, maar dat door de Minister geacht wordt werkelijk te kunnen laste te zijn voor zover dat zij dat bewijzen.

Voor het bepalen van het aantal kinderen ten laste wordt voor twee kinderen geteld het kind waarvan, onder de door de Minister bepaalde voorwaarden, vastgesteld werd dat het erkend is als voor ten minste 66 pot. getroffen door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen.

Als hebbende een kind ten laste wordt eveneens beschouwd de aanvrager die, of van wie de echtgenoot of een familielid dat van zijn gezin deel uitmaakt op het ogenblik dat de woning door de aanvrager betrokken wordt, erkend is zoals bedoeld in het vorige lid.

d) reële rentevoet : de rentevoet die werkelijk aan de ontleners wordt aangerekend.

Art. 3. Onder de bij dit besluit gestelde voorwaarden verleent de Staat zijn waarborg voor de aflossing van de hoofdsom, de intresten en de bijkomende kosten van de hypothecaire leningen die ofwel voor de bouw, ofwel voor de koop, eventueel gevolg door de uitvoering van sanerings-, verbeterings- en/of aanpassingswerken van volkswoningen of daarmee gelijkgestelde woningen, toegestaan worden door de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de door hen erkende vennootschappen alsmede door elke kredietinstelling die overeenkomstig de bepalingen van artikel 11 werd erkend door de Minister en de Minister van Financiën.

Les sociétés, visées au premier alinéa font parvenir semestriellement au Ministre et au Ministre des Finances une liste des prêts qu'ils ont consentis avec le bénéfice de la garantie de l'Etat.

Art. 4. A la date de l'octroi du prêt, ni l'emprunteur, ni son conjoint ne peuvent posséder entièrement une autre habitation en propriété ou en usufruit.

Pour l'application de cette condition, il n'est pas tenu compte de l'aliénation d'une partie de la propriété ou de l'usufruit réalisée au cours des deux années précédant la date précitée.

Il est dérogé à cette condition s'ils occupent ce logement et si ce dernier est :

a) soit insalubre par nature et non susceptible d'assainissement et que l'emprunteur et/ou son conjoint, qui en sont propriétaires, s'engagent à le démolir ou à ne plus le faire servir d'habitation dès l'occupation du logement faisant l'objet du prêt ou dès l'octroi du prêt si l'habitation acquise était déjà occupée par l'emprunteur avant la passation de l'acte d'achat. L'habitation est considérée comme insalubre par nature et non susceptible d'assainissement, soit lorsqu'elle est déclarée inhabitable par le Roi ou le Bourgmestre ou reconnue insalubre non améliorable par le Ministre, sur avis de l'organisme désignée ci-après sous b), soit lorsqu'une Région, dans le but de la démolir, a octroyé une allocation de démolition;

b) soit insalubre par surpeuplement et que l'emprunteur et/ou son conjoint s'engagent à céder l'intégralité de leurs droits immobiliers y afférents, au moment, selon le cas, visé sous a). L'insalubrité par surpeuplement est constatée par une attestation du Comité régional du Logement du ressort, créé en vertu de l'arrêté royal du 6 mai 1958 instituant des comités régionaux du logement, modifié par l'arrêté royal du 19 juin 1959.

Art. 5. Sauf s'il a été déclaré admissible, pour l'opération immobilière donnant lieu à l'octroi du prêt, au bénéfice d'une des primes instituées en vertu de l'article 103 du Code du logement, l'emprunteur est tenu de fournir à l'institution de crédit les documents suivants :

1° une attestation de l'administration compétente du Ministère des Finances relative aux droits que lui ou son conjoint possèdent ou ont cédé dans une ou plusieurs habitations, avec indication de la nature et de la quotité de ces droits;

2° une déclaration par laquelle il confirme sur l'honneur que ni lui ni son conjoint ne possèdent d'autres habitations que celles mentionnées dans l'attestation visée au 1°;

3° le cas échéant, une preuve valable concernant l'inhabitabilité ou l'insalubrité de l'habitation visée à l'article 4, troisième alinéa, ainsi que les engagements à souscrire dans ce cas.

L'institution de crédit est chargée du contrôle du respect des engagements visés au 3° ci-dessus.

Art. 6. L'amortissement du prêt doit être garanti par l'inscription sur l'habitation faisant l'objet du prêt, d'une hypothèque en premier rang.

En outre, le remboursement du prêt doit être couvert, en cas de décès, par une assurance-vie à capital décroissant, à moins que l'emprunteur ne puisse pas bénéficier de cette assurance en raison de son état de santé.

Art. 7. Le prêt, y compris la prime due en vertu de l'assurance-vie et le montant des primes accordées par la Région, ne peut dépasser, selon le cas, 100 p.c. de :

1° la valeur vénale lorsqu'il s'agit de la construction d'une habitation assimilée à des habitations sociales;

2° la valeur vénale ou le prix d'achat si ce dernier est inférieur à la valeur vénale, lorsqu'il s'agit de l'achat d'une habitation sociale, ou d'une habitation assimilée à des habitations sociales;

3° la valeur vénale après l'exécution des travaux cités ci-après, lorsqu'il s'agit de l'achat d'une habitation visée sous 2° et de l'exécution, endéans les deux ans de l'achat, de travaux d'assainissement, d'amélioration et/ou d'adaptation.

Le maximum de 100 p.c., fixé au précédent alinéa, est réduit à 90 p.c. lorsque le remboursement du prêt n'est pas couvert par une assurance-vie.

De in het eerste lid bedoelde instellingen laten aan de Minister en de Minister van Financiën om de zes maanden een lijst geworden van de leningen die ze met het voordeel van de Staatswaarborg hebben toegestaan.

Art. 4. De ontleners noch zijn echtgenoot mogen een andere woning volledig in eigendom of in vruchtgebruik hebben op de datum dat de lening wordt toegekend.

Voor de toepassing van deze voorwaarde wordt er geen rekening gehouden met de vervreemding van een gedeelte van de eigendom of van het vruchtgebruik tijdens de twee jaren die voormelde datum voorafgaan.

Van deze voorwaarde wordt afgeweken indien zij die woning bewonen en deze :

a) ofwel uiteraard ongezond en niet vatbaar voor gezondmaking is en de ontleners en/of zijn echtgenoot die er eigenaar van zijn, zich ertoe verbinden ze te slopen of niet meer als woning te laten dienen zodra de woning waarop de lening betrekking heeft, betrokken wordt of, indien hij deze reeds voor het verlijden van de koopakte betrok, zodra de lening is toegestaan. De woning wordt als uiteraard ongezond en niet vatbaar voor gezondmaking beschouwd, hetzij wanneer ze door de Koning of de Burgemeester onbewoonbaar is verklaard of door de Minister ongezond niet verbeterbaar werd erkend op advies van de in b) hierna bedoelde instelling, hetzij wanneer een Gewest, met het oog op de sloping ervan, een slopingpremie heeft toegezegd;

b) ofwel ongezond wegens overbevolking is en de ontleners en/of zijn echtgenoot er zich toe verbinden al hun onroerende rechten erop af te staan, naargelang van het geval, op het in a) bedoelde tijdstip. Het feit dat de woning ongezond is wegens overbevolking wordt vastgesteld door middel van een attest van het Gewestelijk Comité voor de Huisvesting uit het ambtsgebied, opgericht krachtens het koninklijk besluit van 6 mei 1958 tot instelling van de gewestelijke comités voor de huisvesting, gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 juni 1959.

Art. 5. Behoudens wanneer de ontleners voor de onroerende verrichting waarvoor de lening wordt toegestaan toelaatbaar is verklaard tot het voordeel van een der premies, ingesteld krachtens artikel 103 van de Huisvestingscode, dient hij bij de kredietinstelling de volgende documenten over te leggen :

1° een attest van het bevoegde bestuur van het Ministerie van Financiën betreffende de rechten die hij of zijn echtgenoot in één of meer woningen bezitten of afgestaan hebben, met aanduiding van de aard en het aandeel van die rechten;

2° een verklaring waarbij hij op zijn eer bevestigt dat hij, noch zijn echtgenoot andere woningen bezitten dan deze vermeld in het in 1° bedoelde attest;

3° in voorkomend geval, een geldig bewijs betreffende de onbewoonbaarheid of de ongezondheid van de in artikel 4, derde lid, bedoelde woning, alsmede de in dat geval aan te gane verbintenissen.

De kredietinstelling is belast met het toezicht op het nakomen van de in 3° hierboven bedoelde verbintenissen.

Art. 6. De aflossing van de lening moet gewaarborgd zijn door de inschrijving van een hypotheek van de eerste rang op de woning waarop de lening betrekking heeft.

Bovendien moet de terugbetaling van de lening, ingeval van overlijden, gedekt zijn door een levensverzekering met afnemend kapitaal, tenzij de ontleners om gezondheidsredenen geen levensverzekering kan genieten.

Art. 7. De lening mag met inbegrip van de uit hoofde van de levensverzekering verschuldigde premie en van het bedrag van de door het Gewest verleende premies, niet meer bedragen dan 100 pct., naargelang het geval :

1° van de verkoopwaarde, wanneer het gaat om de bouw van een met volkswoningen gelijkgestelde woning;

2° van de verkoopwaarde of van de koopprijs indien deze lager is dan de verkoopwaarde, wanneer het gaat om de koop van een volkswoning, of één met volkswoningen gelijkgestelde woning;

3° van de verkoopwaarde na uitvoering van de hierna vermelde werken, wanneer het gaat om de koop van een onder 2° vermelde woning en de uitvoering, binnen de twee jaar na de koop, van sanerings-, verbeterings- en/of aanpassingswerken.

Het in het vorige lid vastgestelde maximum van 100 pct. wordt teruggebracht tot 90 pct. wanneer de terugbetaling van de lening niet gedekt is door een levensverzekering.

Art. 8. L'institution de crédit procède à l'expertise de l'habitation à acquérir, y compris, le cas échéant, des travaux d'assainissement, d'amélioration et/ou d'adaptation à exécuter, ou de l'habitation à construire, faisant l'objet de la demande de prêt. Elle en détermine la valeur vénale, le cas échéant, avant et après l'exécution des travaux précités et lorsqu'il s'agit d'une opération de construction, le coût réel ou estimé, terrain compris.

Art. 9. § 1er. La garantie n'est accordée que pour des prêts dont le taux d'intérêt réel ne dépasse pas 11 p.c. l'an.

Le taux d'intérêt visé au premier alinéa s'entend tous charges et commissions y compris, à l'exception des dépenses accessoires destinées à couvrir les frais de négociation du prêt et les frais d'étude, d'expertise et de dossier ainsi que les frais de la conclusion du contrat. Ces charges doivent être uniques et ne peuvent pas dépasser le montant de 3 000 francs pour l'ensemble des opérations.

§ 2. Les contrats de prêts à consentir avec le bénéfice de la garantie doivent stipuler que :

a) le prêt sera remboursé sous forme de versements fixes annuels, semestriels, trimestriels ou mensuels comprenant à la fois l'amortissement du capital et les intérêts.

b) l'exigibilité avant terme doit être subordonnée à une mise en demeure préalable du débiteur auquel un délai d'au moins trente jours doit être accordé pour régulariser sa situation.

Par dérogation aux dispositions du littéra a) ci-dessus et à la demande de l'emprunteur qui ou bien est déclaré admissible au bénéfice d'une des primes, visées à l'article 103 du Code du logement, ou bien remplir, pour l'avant-dernière année précédant la demande de prêt, la condition de revenus fixée en vue de pouvoir bénéficier d'une de ces primes, le remboursement peut être calculé sur base d'annuités progressives à condition que les annuités successives forment une progression arithmétique dont la raison ne peut être supérieure à 3 p.c. de la première annuité. Dans cette limite, les remboursements peuvent être réadaptés par périodes couvrant plusieurs années.

Art. 10. En cas de réalisation du bien la somme à payer par l'Etat à l'institution de crédit en exécution de la garantie attachée au prêt est égale à la différence entre la perte subie par cette institution et celle qu'elle aurait supportée si le prêt avait été limité à 70 p.c. de la valeur vénale ou, le cas échéant, du prix d'achat du bien.

L'estimation des montants qui, dans cette hypothèse, auraient été remboursés sur le principal est établie en réduisant les montants effectivement remboursés dans la proportion existante entre 70 p.c. et le pourcentage du prêt par rapport à la valeur vénale ou, le cas échéant, au prix d'achat.

Art. 11. La demande d'agrément visée à l'article 3 ne peut être introduite que par les institutions de crédit qui :

1° sont soumises au contrôle institué par l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 confirmé par la loi du 4 mai 1956, réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires;

2° s'engagent à faire dans les limites et à des conditions fixées par convention, l'avance des primes accordées par la Région en vertu des articles 103 et 114 du Code du logement;

3° s'engagent à respecter toutes les conditions fixées dans leur chef par le présent arrêté.

La demande est introduite auprès du Ministre et doit être accompagnée :

1° de l'énumération de toutes les conditions que l'institution de crédit impose pour les prêts à consentir avec le bénéfice de la garantie de l'Etat;

2° d'un acte-type de ces prêts.

Art. 12. L'administration de la Taxe sur la Valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, laquelle agit en conformité avec les dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 23 décembre 1949, peut, à la demande du Ministre, procéder au recouvrement des sommes payées par l'Etat en exécution de sa garantie.

Art. 8. De kredietinstelling gaat over tot de schatting van de aan te kopen woning, eventueel met inbegrip van de uit te voeren sanerings-, verbeterings- en/of aanpassingswerken, of van de te bouwen woning, waarvoor de lening wordt aangevraagd. Zij bepaalt er de verkoopwaarde van, eventueel voor en na de uitvoering van voormelde werken en, wanneer het een bouwverrichting betreft, de werkelijke of geraamde kostprijs, grond inbegrepen.

Art. 9. § 1. De waarborg wordt slechts verleend voor leningen waarvan de reële rentevoet niet meer bedraagt dan 11 pct. per jaar.

De in het eerste lid bedoelde rentevoet omvat alle lasten en commissielonen, behoudens de bijkomende uitgaven voor het dekken van de verhandelingskosten van de lening en de kosten voor studie, expertise en dossier, alsmede voor het afsluiten van de overeenkomst. Die lasten mogen slechts eenmaal worden geïnd en mogen het bedrag van 3 000 frank voor het geheel der verrichtingen niet overschrijden.

§ 2. In de met het voordeel van de waarborg af te sluiten leningsovereenkomsten moet bepaald worden dat :

a) de terugbetaling zal gebeuren in de vorm van vaste jaarlijkse, halfjaarlijkse, driemaandelijks of maandelijkse stortingen, waarin zowel de aflossing van het kapitaal als de interest begrepen zijn.

b) de vervroegde opvordering niet mag worden geëist zonder voorafgaande ingebrekestelling van de schuldenaar aan wie een uitstel van ten minste dertig dagen moet worden gelaten om zijn toestand te regulariseren.

In afwijking van de bepalingen van littera a) hierboven mag op verzoek van de ontliener die hetzij toelaatbaar is verklaard tot het voordeel van één der in artikel 103 van de Huisvestingscode bedoelde premies, hetzij voor het tweede jaar dat de leningsaanvraag voorafgaat, voldoet aan de inkomensvoorwaarde voor het bekomen van één van die premies, de terugbetaling berekend worden op basis van progressieve annuïteiten, met dien verstande dat de achtereenvolgende annuïteiten een rekenkundige reeks vormen waarvan de reden niet meer mag bedragen dan 3 pct. van de eerste annuïteit. Binnen deze grens mag de terugbetaling worden wederaangepast bij over meerdere jaren lopende periodes.

Art. 10. In geval van verkoop van het goed is het door de Staat aan de kredietinstelling te betalen bedrag ter uitvoering van de aan de lening gekoppelde waarborg gelijk aan het verschil tussen het door de instelling geleden verlies en het verlies dat zij zou geleden hebben indien de lening tot 70 pct. van de verkoopwaarde of, in voorkomend geval, van de koopprijs van het goed zou beperkt geworden zijn.

De raming van de bedragen die, in deze veronderstelling, op de hoofdsom zouden terugbetaald worden zijn, wordt opgemaakt door de werkelijk terugbetaalde bedragen te verminderen in de verhouding die bestaat tussen 70 pct. en het percentage van de lening ten opzichte van de verkoopwaarde of, in voorkomend geval, van de koopprijs.

Art. 11. De aanvraag tot de in artikel 3 bedoelde erkenning kan slechts worden ingediend door de kredietinstellingen die :

1° onderworpen zijn aan de controle ingesteld bij het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen, bekrachtigd door de wet van 4 mei 1956;

2° de verbintenis aangaan dat zij, binnen de perken en onder de voorwaarden vastgesteld bij overeenkomst, de premies zullen voorschieten die krachtens de artikelen 103 en 114 van de Huisvestingscode door het Gewest worden toegekend aan particulieren;

3° de verbintenis aangaan dat zij alle bij dit besluit in hunnen hoofde gestelde voorwaarden zullen naleven.

De aanvraag wordt ingediend bij de Minister en moet vergezeld zijn van :

1° de opsomming van alle voorwaarden die de kredietinstelling oplegt voor de leningen die zij zal toestaan met het voordeel van de Staatswaarborg;

2° een modelakte van die leningen.

Art. 12. Het Bestuur van de Belasting over de Toegevoegde Waarde, der Registratie en Domeinen kan, op verzoek van de Minister en handelend overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 23 december 1949 de sommen invorderen die door de Staat in uitvoering van zijn waarborg werden betaald.

Art. 13. Les institutions de crédit agréées à consentir des prêts hypothécaires avec le bénéfice de la garantie de l'Etat pour la construction ou l'achat d'habitations sociales, ou d'habitations y assimilées, en application des arrêtés abrogés à l'article 19, maintiennent cet agrément.

Art. 14. L'article 2, 2 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 concernant l'octroi pour la Région bruxelloise d'une prime ou d'un prêt à taux réduit, à l'assainissement d'habitations insalubres améliorables, modifié par l'arrêté royal du 1er février 1978, est remplacé par la disposition suivante :

« 2. Habitation assimilée aux habitations sociales : celle dont la valeur vénale ne dépasse pas le montant des valeurs vénales prises en considération par l'article 2, b de l'arrêté royal du 15 juillet 1981, relatif à l'octroi de la garantie de bonne fin de l'Etat quant au remboursement des prêts hypothécaires consentis pour la construction ou l'achat, dans la Région bruxelloise, d'habitations sociales ou d'habitations y assimilées. »

Art. 15. L'article 13, § 1er, alinéa 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 13, § 1er. Le taux d'intérêt des prêts à l'assainissement est fixé au taux d'intérêt pour des prêts en premier rang, conformément à l'arrêté royal du 15 juillet 1981, relatif à l'octroi de la garantie de bonne fin de l'Etat quant au remboursement des prêts hypothécaires, consentis pour la construction ou l'achat, dans la Région bruxelloise, d'habitations sociales ou d'habitations y assimilées, réduit au bénéfice de l'emprunteur : »

Art. 16. L'article 16, § 1er du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 16, § 1er. Sont agréés pour l'octroi des prêts d'assainissement pour autant qu'ils respectent les dispositions particulières du présent arrêté, les organismes de crédit agréés en vertu de l'article 3 de l'arrêté royal du 15 juillet 1981, relatif à l'octroi de la garantie de bonne fin de l'Etat quant au remboursement des prêts hypothécaires consentis pour la construction ou l'achat, dans la Région bruxelloise, d'habitations sociales ou d'habitations y assimilées. »

Art. 17. L'article 18, § 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Peut être agréé pour l'octroi des prêts d'assainissement pour autant qu'il soucrive aux dispositions particulières du présent arrêté, tout autre organisme réunissant les conditions prescrites par l'arrêté royal du 15 juillet 1981, relatif à l'octroi de la garantie de bonne fin de l'Etat quant au remboursement des prêts hypothécaires consentis pour la construction ou l'achat, dans la Région bruxelloise, d'habitations sociales ou d'habitations y assimilées. »

Art. 18. A l'article 19, 1er alinéa du même arrêté, la date « 10 août 1967 » est remplacé par « 15 juillet 1981 ».

Art. 19. Sont abrogés, en ce qui concerne la Région bruxelloise :

a) l'arrêté royal du 10 août 1967 relatif à l'octroi de la garantie de bonne fin de l'Etat quant au remboursement des prêts hypothécaires consentis pour l'achat ou la construction d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations y assimilées, modifié par les arrêtés royaux des 18 décembre 1969, 28 octobre 1971, 10 novembre 1972, 17 février 1975, 5 mars 1975, 26 janvier 1976, 12 avril 1977, 5 septembre 1978 et 9 janvier 1980;

b) l'arrêté royal du 10 août 1967, modifié par les arrêtés royaux des 18 décembre 1969, 18 novembre 1970, 17 février 1975 et 5 mars 1975, fixant les conditions d'agrément des organismes de crédit désireux de bénéficier de la garantie de bonne fin de l'Etat visée à l'article 46 du Code du logement, annexé à l'arrêté royal du 10 décembre 1970 et approuvé par la loi du 2 juillet 1971;

c) les articles 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 de l'arrêté royal modifié du 10 août 1967, déterminant les conditions mises à l'octroi de primes à fonds perdus à la construction, par l'initiative privée, d'habitations sociales et de petites propriétés terriennes.

Art. 13. De kredietinstellingen die erkend zijn om voor de bouw of de koop van volkswoningen of daarmede gelijkgestelde woningen hypotheecaire leningen toe te staan met het voordeel van de Staatswaarborg, in toepassing van de bij artikel 19 opgeheven besluiten, behouden deze erkenning.

Art. 14. Artikel 2, 2 van het koninklijk besluit van 15 april 1977 betreffende de toekenning, voor het Brussels Gewest, van een premie of van een lening tegen lage rentevoet voor de sanering van verbeterbare ongezonde woningen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 februari 1978, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2. Met sociale woningen gelijkgestelde woning : die waarvan de verkoopwaarde het bedrag van de verkoopwaarden die in aanmerking worden genomen door artikel 2, b) van het koninklijk besluit van 15 juli 1981, betreffende het verlenen van de Staatswaarborg voor goede afloop op de terugbetaling van hypotheecaire leningen, toegestaan voor het bouwen of kopen van volkswoningen of daarmee gelijkgestelde woningen in het Brussels Gewest, niet overschrijdt. »

Art. 15. Artikel 13, § 1, 1e lid van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 13, § 1. De rentevoet der saneringsleningen wordt vastgesteld op de overeenkomstig het koninklijk besluit van 15 juli 1981, betreffende het verlenen van de Staatswaarborg voor goede afloop op de terugbetaling van hypotheecaire leningen, toegestaan voor het bouwen of kopen van volkswoningen of daarmee gelijkgestelde woningen in het Brussels Gewest, toegepaste rentevoet voor de leningen van eerste rang, ten gunste van de ontleners verminderd met : »

Art. 16. Artikel 16, § 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 16, § 1. Worden erkend voor het toestaan van saneringsleningen, voor zover zij de bijzondere bepalingen van dit besluit in acht nemen, de kredietinstellingen die erkend zijn krachtens artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 juli 1981, betreffende het verlenen van de Staatswaarborg voor goede afloop op de terugbetaling van hypotheecaire leningen, toegestaan voor het bouwen of kopen van volkswoningen of daarmee gelijkgestelde woningen in het Brussels Gewest. »

Art. 17. Artikel 18, § 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Kan worden erkend voor het toestaan van saneringsleningen, voor zover zij zich aan de bijzondere bepalingen van dit besluit onderwerpt, onverschillig welke andere instelling die de voorwaarden vervult, bepaald in het koninklijk besluit van 15 juli 1981, betreffende het verlenen van de Staatswaarborg voor goede afloop op de terugbetaling van hypotheecaire leningen, toegestaan voor het bouwen of kopen van volkswoningen of daarmee gelijkgestelde woningen in het Brussels Gewest. »

Art. 18. In artikel 19, 1e lid van hetzelfde besluit wordt de datum « 10 augustus 1967 » vervangen door « 15 juli 1981 ».

Art. 19. Worden opgeheven, wat het Brussels Gewest betreft :

a) het koninklijk besluit van 10 augustus 1967 betreffende het verlenen van de Staatswaarborg voor goede afloop op de terugbetaling van hypotheecaire leningen die toegestaan worden voor het aankopen of voor het bouwen van volkswoningen, kleine landeigendommen of daarmee gelijkgestelde woningen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 december 1969, 28 oktober 1971, 10 november 1972, 17 februari 1975, 5 maart 1975, 26 januari 1976, 12 april 1977, 5 september 1978 en 9 januari 1980;

b) het koninklijk besluit van 10 augustus 1967, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 december 1969, 18 november 1970, 17 februari 1975 en 5 maart 1975, tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de kredietinstellingen die de Staatswaarborg voor goede afloop wensen te genieten welke bedoeld is bij artikel 46 van de Huisvestingscode, gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1970 en goedgekeurd bij de wet van 2 juli 1971;

c) de artikelen 11, 12, 13, 14, 15, 16 en 17 van het koninklijk besluit van 10 augustus 1967 houdende vaststelling van de voorwaarden gesteld tot het verlenen van premies om niet voor het bouwen, door het privaat initiatief van volkswoningen en kleine landeigendommen, zoals later gewijzigd.

d) les articles 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 18 de l'arrêté royal modifié du 10 août 1967, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes d'encouragement à l'achat d'habitations construites ou à construire pour compte :

a) de la Société nationale du logement ou de ses sociétés agréées;

b) de la Société nationale terrienne ou de ses sociétés agréées;

c) de communes, d'associations intercommunales ou de commissions d'assistance publique.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 21. Notre Ministre des Finances, Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 juillet 1981.

BAUDOUIN

Par Le Roi :

Le Ministre des Finances,

R. VANDEPUTTE

Le Ministre de la Région bruxelloise,

A. DEGROEVE

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

Mme L. DE PAUW-DEVEEN

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 81 — 1263

9 JUILLET 1981. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 6 janvier 1981, conclue au sein de la Commission paritaire pour les entreprises de travaux techniques agricoles et horticoles, modifiant les statuts du « Fonds social et de garantie pour les entreprises de travaux techniques agricoles et horticoles » (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, notamment l'article 2;

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la convention collective de travail du 25 mai 1976, conclu au sein de la Commission paritaire pour les entreprises de travaux techniques agricoles et horticoles, instituant un Fonds de sécurité d'existence et fixant ses statuts, rendue obligatoire par arrêté royal du 4 octobre 1976, publié au *Moniteur belge* du 30 octobre 1976, modifiée par la convention collective de travail du 6 novembre 1979 modifiant les statuts du Fonds social de sécurité d'existence, rendue obligatoire par arrêté royal du 1er février 1980, publié au *Moniteur belge* du 2 avril 1980, notamment l'article 9;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 7 janvier 1958, *Moniteur belge* du 7 février 1958.

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 4 octobre 1976, *Moniteur belge* du 30 octobre 1976.

Arrêté royal du 1er février 1980, *Moniteur belge* du 2 avril 1980.

d) de artikelen 12, 13, 14, 15, 16, 17 en 18 van het koninklijk besluit van 10 augustus 1967 houdende vaststelling van de voorwaarden gesteld tot het verlenen van aanmoedigingspremies voor het aankopen van woningen die gebouwd werden of zullen gebouwd worden voor rekening :

a) van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting of van de door haar erkende vennootschappen;

b) van de Nationale Landmaatschappij of van de door haar erkende vennootschappen;

c) van gemeenten, intercommunale verenigingen of van commissies van openbare onderstand, zoals later gewijzigd.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 21. Onze Minister van Financiën, Onze Minister van het Brussels Gewest en Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 juli 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

R. VANDEPUTTE

De Minister van het Brussels Gewest,

A. DEGROEVE

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,

Mevr. L. DE PAUW-DEVEEN

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 81 — 1263

9 JULI 1981. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 januari 1981, gesloten in het Paritair Comité voor de ondernemingen van technische land- en tuinbouwwerken, tot wijziging van de statuten van het « Waarborg- en Sociaal Fonds voor de ondernemingen van technische land- en tuinbouwwerken » (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 mei 1976, gesloten in het Paritair Comité voor de ondernemingen van technische land- en tuinbouwwerken, tot oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid en tot vaststelling van zijn statuten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 4 oktober 1976, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 oktober 1976, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 november 1979 tot wijziging van de statuten van het Fonds voor bestaanszekerheid, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 1 februari 1980, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 2 april 1980, inzonderheid op artikel 9;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 7 januari 1958, *Belgisch Staatsblad* van 7 februari 1958.

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 4 oktober 1976, *Belgisch Staatsblad* van 30 oktober 1976.

Koninklijk besluit van 1 februari 1980, *Belgisch Staatsblad* van 2 april 1980.